

L'Afrique équatoriale française

L'Afrique équatoriale française (AEF) est un ensemble de quatre colonies, qui obtinrent leur indépendance en 1960 : l'Oubangui-Chari, qui deviendra la République centrafricaine, le Moyen-Congo, qui deviendra la République du Congo (plus communément appelée Congo-Brazzaville, pour la différencier de l'ex-Congo belge), le Gabon et le Tchad.

J'y ai ajouté le Cameroun, malgré le fait que cette colonie n'ait jamais officiellement fait partie de l'AEF.



Carte des colonies de l'Afrique équatoriale française (extrait du site internet deviantart.com)

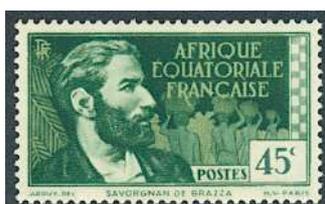
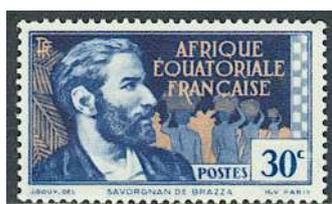
- République centrafricaine : capitale Bangui
- Congo-Brazzaville : capitale Brazzaville
 - Gabon : capitale Libreville
 - Tchad : capitale N'djaména
- Cameroun : capitale Yaoundé.

I. Des origines à l'A.E.F.

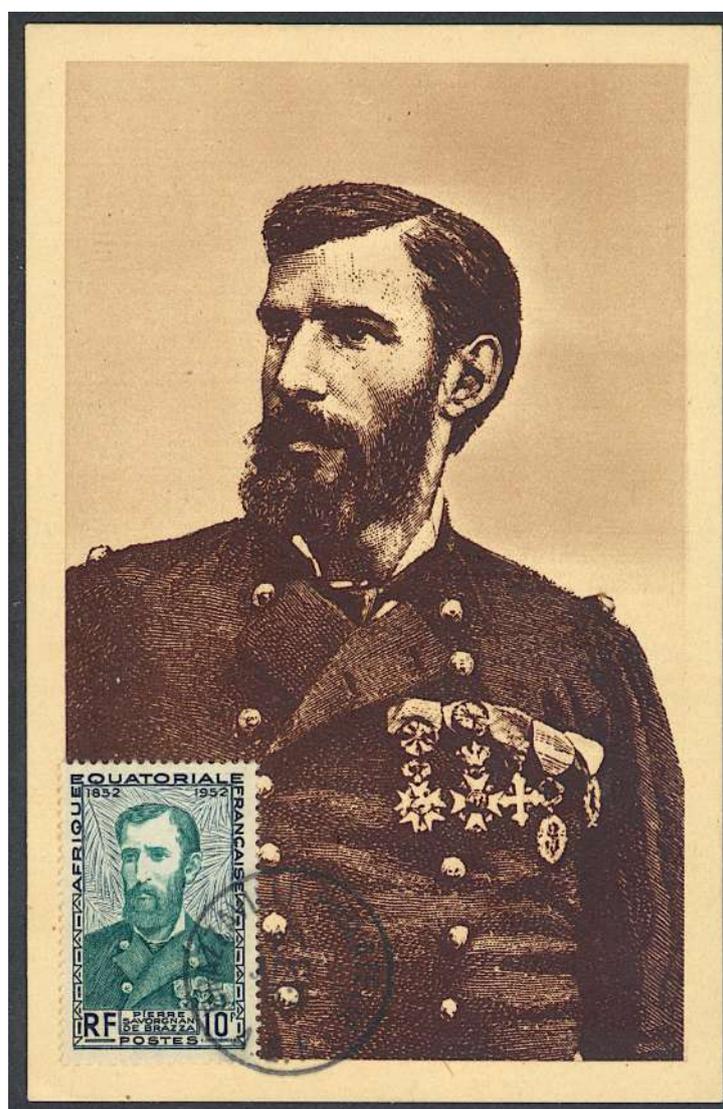
1) Le Congo français

L'exploration et la colonisation de ce qui est actuellement la République du Congo est en grande partie l'œuvre d'un grand pionnier : Pierre Savorgnan de Brazza (1852-1905). Il entreprend trois grands voyages en Afrique équatoriale.

Le premier se déroule de 1875 à 1878. C'est avant tout un voyage d'exploration, mais déjà il noue des contacts amicaux avec plusieurs chefs locaux.



*AEF, 1939, n°s 78/80
Pierre Savorgnan de Brazza*



*AEF, 1951, Carte maximum avec le timbre n° 228
Pierre Savorgnan de Brazza*

Le deuxième voyage a lieu entre 1880 et 1882. Ici, le but est déjà plus colonisateur. Il reçoit la mission de freiner les appétits belges du roi Léopold II en Afrique, et de placer le territoire au nord du fleuve Congo sous le protectorat de la France. Brazza réussit pleinement dans cette entreprise, en employant la manière douce. C'est en 1880 qu'il fonde un bourg en face de Léopoldville, qui deviendra plus tard Brazzaville, la capitale du pays.



*Congo, 1980, n°s 595/599
100^e anniversaire de Brazzaville*

En 1886, il est nommé commissaire général du Congo, mais après d'incessants conflits avec le gouvernement français, il est démis de ses fonctions en 1897.

Son ultime voyage se situe en 1905. La raison en est que Brazza s'est toujours ouvertement opposé à la violence et à l'exploitation de la colonie par les grandes compagnies capitalistes françaises, chargées de "mettre le territoire du Congo en valeur". Cette exploitation s'accompagne, comme au Congo belge, de travaux forcés d'une grande brutalité, faisant des indigènes de véritables esclaves. Ayant sans cesse protesté contre cette forme de colonisation, Brazza est envoyé en inspection, mais, épuisé et miné par la maladie, il meurt le 14 septembre 1905.



AEF, 1941, n° 155



*AEF, 1951, n° 228
Pierre Savorgnan de Brazza*



AEF, 1951 P.A. n° 55

Déjà en 1888, les établissements français du Gabon sont rattachés au Congo. Celui-ci prend en 1903 le nom de Moyen-Congo, pour se différencier de l'État indépendant du Congo, créé par le roi Léopold II de Belgique, et futur Congo belge. La séparation entre la colonie du Gabon et celle du Moyen-Congo a lieu en 1906.

En 1910, le Moyen-Congo est rattaché au gouvernement général de l'Afrique équatoriale française (AEF), qui vient d'être créée, et qui regroupe le Moyen-Congo, le Gabon, l'Oubangui-Chari et le Tchad. Le gouvernement de l'AEF réside à Brazzaville, mais la capitale de la colonie du Congo est initialement la ville portuaire de Pointe-Noire.

Du point de vue philatélique, il y a d'abord en 1891 les timbres des Colonies françaises surchargés à la main "Congo français", suivis en 1892 par les timbres du type "Groupe" avec la légende "Congo français".



1891, Surcharge "Congo français" sur des timbres des Colonies françaises (facsimilés)



1892, Timbres avec la légende "Congo français"

Une nouvelle série à sujets divers est émise à Paris en 1900. Les timbres représentent une panthère africaine (petites valeurs), une femme Bakalois (moyennes valeurs) et l'avenue des cocotiers à Libreville (grosses valeurs). Ces timbres ont été dessinés par Paul Merwart et gravés en taille-douce par Benjamin Damman. L'impression en est confiée à la firme parisienne Chassepot, ce qui fait que ces timbres, ainsi que les timbres similaires des autres colonies, sont actuellement désignés par le terme "timbres Chassepot". Ils ne furent cependant employés au Congo qu'à partir de mai 1901.



1900, Timbres "Chassepot" avec la légende "Congo français"

Ces sujets seront repris, dans une forme légèrement modifiée, en 1907, avec la légende "Moyen Congo".



1907, Timbres "Chassepot" avec la légende "Moyen Congo"

Ces timbres “Chassepot” ont eu une longévité étonnante : ils ont été employés, malgré leur aspect plus que médiocre, dans chaque colonie jusque loin dans les années 1930, avec l’émission de nombreuses nouvelles valeurs et des surcharges (Croix-Rouge, nouvelles valeurs faciales, etc.).

À partir de 1924, ils ont été surchargés “AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE”. Ce n’est qu’en 1933 qu’ils ont été remplacés par des figurines plus modernes, jusqu’en 1936, quand les émissions de chaque colonie ont cessé pour faire place aux timbres de l’AEF.



1924, Timbres “Chassepot” avec la surcharge “AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE”



Le viaduc de Mindouli

L’Institut Pasteur de Brazzaville

Le palais du gouverneur de Brazzaville

1933, Nouveaux timbres pour la colonie du Moyen-Congo

2) Le Gabon

La présence française au Gabon commence en 1839 par la signature des premiers traités entre les chefs locaux et Édouard Bouët-Willaumez, officier de marine et futur amiral.



*AEF, 1938, n°s 66/69
Édouard Bouët-Willaumez*

Bouët-Willaumez poursuit son travail en signant de nouveaux traités en 1841 et 1843, dans le but de promouvoir le commerce avec la France et de réprimer la traite des nègres.

Nommé en 1843 gouverneur du Sénégal, il envoie une expédition vers la côte du Gabon pour y fonder un fortin français. En 1849, le fortin accueille des esclaves libérés d'un navire négrier, et s'est ainsi que naît le village qui reçoit le nom de Libreville. Libreville sera le point de départ de la colonisation française du Gabon, et ici aussi, le principal artisan de cette colonisation est Pierre Savorgnan de Brazza.

Pendant sa première expédition, de 1875 à 1878, il explore l'arrière-pays en remontant le fleuve Ogooué, le principal cours d'eau du Gabon.



1930-1932, timbres-poste et timbres-taxe du Gabon à l'effigie de Pierre Savorgnan de Brazza

À partir de 1886, le Gabon fait officiellement partie de l'ensemble colonial français et en 1888, les établissements français du Gabon sont rattachés au Congo. Celui-ci prend en 1903 le nom de Moyen-Congo, pour se différencier de l'État indépendant du Congo, créé par le roi Léopold II de Belgique, et futur Congo belge. La séparation entre la colonie du Gabon et celle du Moyen-Congo a lieu en 1906.

En 1910, le Gabon est rattaché au gouvernement général de l'Afrique équatoriale française (AEF), qui vient d'être créée, et qui regroupe le Moyen-Congo, le Gabon, l'Oubangui-Chari et le Tchad. Le gouvernement de l'AEF réside à Brazzaville, mais la capitale du Gabon est Libreville.

Du point de vue philatélique, il y a d'abord à partir de 1886 des timbres des Colonies françaises surchargés à la main "GAB", avec une nouvelle valeur, suivis en 1904 par les timbres du type "Groupe" avec la légende "Gabon".



1891, Surcharge "GAB" et nouvelle valeur sur des timbres des Colonies françaises
(facsimilés issus du site Delcampe)



1904, Timbres avec la légende "Gabon"

En 1910, une première série de timbres à sujets divers est émise pour le Gabon. Ces timbres représentent un guerrier Pahouin (petites valeurs), une vue de Libreville (moyennes valeurs) et une femme Bantou (grosses valeurs). Ces timbres ont été dessinés par Léon Colmet-Daage.

Ces timbres portent en 1910 la légende "Congo français / Gabon", mais ils sont réémis la même année, après l'entrée du Gabon dans l'AEF, avec la légende "Afrique Équatoriale / Gabon". L'impression de cette nouvelle émission est cependant d'une qualité nettement inférieure.



Guerrier Pahouin



Vue de Libreville



Femme Bantou

1910, Timbres avec la légende "Congo français / Gabon"



1910, Timbres avec la légende "Afrique Équatoriale / Gabon"

Tout comme les timbres “Chassepot” des autres colonies, ces timbres ont eu une longévité étonnante : ils ont été employés, malgré leur aspect plus que médiocre, jusque dans les années 1930, avec l’émission de nombreuses nouvelles valeurs et des surcharges (Croix-Rouge, nouvelles valeurs faciales, etc.).

À partir de 1924, ils ont été surchargés “AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE”. Ce n’est qu’en 1932 qu’ils ont été remplacés par des figurines plus modernes, jusqu’en 1936, quand les émissions de chaque colonie ont cessé pour faire place aux timbres de l’AEF.



1924, Timbres “Colmet-Daage” avec la surcharge “AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE”



Le fleuve Ogooué



Savorgnan de Brazza



Village gabonais

1932, Nouveaux timbres pour la colonie du Gabon

3) L'Oubangui-Chari

L'Oubangui-Chari est le territoire compris entre le Cameroun à l'ouest, le Soudan à l'est, le Tchad au nord et la République Démocratique du Congo (l'ex-Congo belge) au sud. Il tire son nom des deux fleuves qui parcourent le pays : l'Oubangui d'est en ouest, qui se jette dans le fleuve Congo, et le Chari du sud au nord, qui finit dans le lac Tchad.

Son importance commence à la fin du XIX^e siècle, quand la France et la Grande-Bretagne se concurrencent en Afrique pour s'appropriier le plus de colonies possibles. La France essaie de réaliser un axe ouest-est, de Dakar à Djibouti, tandis que la Grande-Bretagne veut un axe sud-nord, du Cap au Caire, sous domination anglaise.

C'est dans ce contexte, pour contenir la convoitise du roi des Belges Léopold II, qu'est fondée la ville de Bangui, la future capitale, en 1889. Bangui est située sur la rive droite du fleuve Oubangui, qui forme la frontière avec l'État indépendant du Congo, le futur Congo belge.



*Rép. centrafricaine, 1989, n^{os} 825A/825D
100^e anniversaire de la ville de Bangui
Albert Dolisie, fondateur du premier poste de Bangui en 1889*

La région se compose alors de deux territoires, nommés le Haut-Oubangui et le Haut-Chari. Savorgnan de Brazza envoie en 1891 Victor Liotard dans le Haut-Oubangui, avec le titre de gouverneur.



*AEF, 1937, n^{os} 60/62
Victor Liotard*

Liotard y prépare alors la mission Marchand, qui a pour but de placer le Bahr el-Ghazal et toute la région du Haut-Nil sous le contrôle de la France et d'empêcher ainsi les Anglais et les Belges de s'y installer.

Progressant vers l'est de 1896 à 1898, Jean-Baptiste Marchand atteint Fachoda le 10 juillet 1898. Mais deux mois plus tard, Lord Kitchener arrive à Fachoda, et exige le départ des Français. Le gouvernement français cède devant les menaces de Londres, et Marchand, la rage au cœur, évacue Fachoda, qui est définitivement occupée par les forces anglaises. La frontière entre la zone française et la zone britannique est fixée en 1899.



*Ghana, 2014, n° 3516
Lord Herbert Kitchener*

En 1904, les territoires du Haut-Chari et du Haut-Oubangui sont réunis pour former une seule entité, l'Oubangui-Chari.

Lorsque l'Afrique équatoriale française est fondée en 1910, elle comporte quatre territoires : Le Moyen-Congo, le Gabon, l'Oubangui-Chari et le Tchad, qui n'était jusqu'alors qu'une simple zone militaire française. En 1915, le Tchad est réuni à l'Oubangui-Chari, qui devient ainsi la colonie de l'Oubangui-Chari-Tchad. En 1922, ce dernier ensemble est à nouveau divisé en deux colonies séparées : l'Oubangui-Chari et le Tchad.

La philatélie suit cette évolution. Jusqu'en 1915, ce sont les timbres du Congo français qui sont employés dans l'Oubangui-Chari. En 1915, les timbres "Chassepot" du Moyen-Congo sont surchargés "Oubangui-Chari-Tchad". En 1922, la surcharge devient simplement "Oubangui-Chari", le Tchad étant devenu une colonie à part entière.

À partir de 1924, ces timbres reçoivent une surcharge supplémentaire "AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE". En 1936, les émissions locales des quatre colonies de l'AEF, donc aussi celles de l'Oubangui-Chari, cessent pour faire place aux timbres de l'AEF.



1915, Timbres "Chassepot" avec la surcharge "Oubangui-Chari-Tchad"



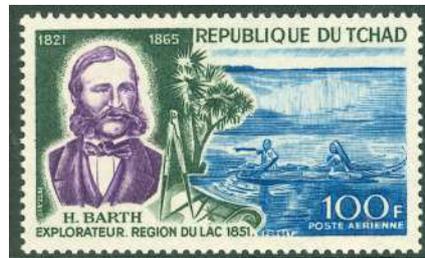
1922, Timbres "Chassepot" avec la surcharge "Oubangui-Chari"



1924, Timbres "Chassepot" avec la surcharge "AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE"

4) Le Tchad

Dans un long voyage de 1850 à 1855, l'Allemand Heinrich Barth explore le Sahara, surtout le royaume du Kanem-Bornou, qui était à l'époque un véritable empire saharien et qui englobait le Tchad actuel, la partie méridionale de la Libye, la partie occidentale du Soudan et la partie orientale du Niger.



*Tchad, 1969, P.A. n° 53
L'explorateur allemand Heinrich Barth*

Les Français ne s'intéressent au Tchad qu'à partir de 1880, dans leur but d'établir un axe français est-ouest en Afrique, de Djibouti à Dakar, pour contrecarrer l'objectif anglais de réaliser un axe britannique nord-sud, du Caire au Cap.

Les efforts français tendent donc à la conquête de tout le Sahara, pour concrétiser leur rêve colonial de l'axe est-ouest. Une première expédition, menée par Paul Flatters, s'engage vers le sud en 1880, mais elle est exterminée par les Touaregs dans le Hoggar le 16 février 1881.



Carte postale avec le monument de Paul Flatters, dans le parc Montsouris de Paris

Ce massacre décide la France à engager l'armée dans la conquête du Sahara, d'autant plus qu'elle va se heurter à Rabah, un seigneur de la guerre du Soudan. Rabah a progressivement éliminé les chefs locaux, et s'empare en 1893 de tout le royaume du Kanem-Bornou, où il vit du trafic des esclaves. Après avoir également conquis tout l'Oubangui-Chari, il y avait installé son neveu Mohammed-es-Senoussi. Pour plaire à son oncle, celui-ci massacre en 1891 l'expédition de Paul Crampel, qui avait été envoyée par Pierre Savorgnan de Brazza vers le lac Tchad.



*AEF, 1937, n° 55
Paul Crampel*

La France décide alors d'employer les grands moyens pour éliminer Rabah. En 1899, trois colonnes militaires sont constituées pour le combattre :

- Une colonne, commandée par Émile Gentil, partant du Gabon vers le nord.
- Une colonne, partant d'Alger, commandée par François-Joseph-Amédée Lamy et Fernand Foureau.
- Une colonne, commandée par Paul Voulet et Julien Chanoine, partant du Sénégal et progressant le long du fleuve Niger. Ces deux font preuve d'une violence inouïe, massacrant tout sur leur passage. Après leur assassinat en 1899 par leurs propres troupes mutinées, ils sont remplacés par Paul Joalland et Octave Meynier.

Les trois colonnes ayant réalisé leur jonction, ils battent les forces de Rabah dans une bataille décisive, à Kousséri, à la frontière actuelle entre le Tchad et le Cameroun, le 22 avril 1900. Rabah est tué, mais le commandant français Lamy perd également la vie dans les combats.



François-Joseph Lamy



Fernand Foureau



Émile Gentil

Tchad, 2000, n°s 1224, 1228 & 1231



*Tchad, 2000, n° 1227
Tête de Rabah, exhibée par un tirailleur*



AEF, 1940, n° 81



*Oubangui-Chari,
1930, taxe n° 20*

Émile Gentil

Après cette victoire, Émile Gentil devient le premier administrateur du Tchad, au nom de la France. Dès 1900, il fonde, sur la rive droite du Chari, non loin du lac Tchad, la ville de Fort-Lamy, qui deviendra la capitale du Tchad et qui prendra en 1973 le nom de N'Djaména.

L'administration du Tchad dépend initialement du gouverneur général, qui a son siège à Brazzaville. Lorsque l'Afrique équatoriale française est fondée en 1910, elle comporte quatre territoires : Le Moyen-Congo, le Gabon, l'Oubangui-Chari et le Tchad, qui n'était jusqu'alors qu'une simple zone militaire française. En 1915, le Tchad est réuni à l'Oubangui-Chari, qui devient ainsi la colonie de l'Oubangui-Chari-Tchad. En 1922, ce dernier ensemble est à nouveau divisé en deux colonies séparées : l'Oubangui-Chari et le Tchad.

Tout comme son voisin le Niger, le Tchad a été négligé et pratiquement ignoré de la France jusqu'à la deuxième guerre mondiale. En 1939, le Tchad ne comptait que 6000 Européens, entourés d'un million et demi d'indigènes.

Comme dans les trois autres colonies de l'AEF, la philatélie suit cette évolution administrative du Tchad. Initialement, ce sont les timbres du Congo français qui sont employés au Tchad, ensuite, de 1915 à 1922 - période pendant laquelle le Tchad est réuni à l'Oubangui-Chari - ce sont les timbres de l'Oubangui-Chari-Tchad qui ont cours au Tchad.



1913, timbres du Moyen-Congo employés à Fort-Lamy, au Tchad (facsimilé issu du site Delcampe)



1915, Timbres "Chassepot" du Moyen-Congo avec la surcharge "Oubangui-Chari-Tchad"

Lorsque le Tchad est séparé en 1922 de l'Oubangui-Chari-Tchad, il commence à émettre ses propres timbres. Ici aussi, ce sont les timbres "Chassepot" du Moyen-Congo qui sont surchargés "TCHAD".



1922, Timbres "Chassepot" du Moyen-Congo avec la surcharge "TCHAD"

À partir de 1924, ces timbres, comme c'est également le cas dans les trois autres composantes de l'AEF, reçoivent une surcharge supplémentaire "AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE". En 1936, les émissions locales des quatre colonies de l'AEF, donc aussi celles du Tchad, cessent pour faire place aux timbres de l'AEF.



1924, Timbres "Chassepot" avec la surcharge "AFRIQUE ÉQUATORIALE FRANÇAISE"

Grâce à Félix Éboué, le Tchad connaîtra son heure de gloire en 1940. Éboué, après avoir été nommé gouverneur de la Martinique en 1932 et gouverneur de la Guadeloupe en 1936, était devenu gouverneur du Tchad en 1938.

Il est le premier à se rallier au général de Gaulle. Celui-ci avait déjà envoyé une délégation en Afrique, mais celle-ci se heurtait sans cesse aux hésitations d'hommes habitués à obéir et craignant pour leur carrière. Mais le 26 août 1940, Félix Éboué est le premier à donner l'exemple en hissant le drapeau tricolore à croix de Lorraine à la mairie de Fort-Lamy. À la suite du Tchad, la plus grande partie de l'Afrique centrale se rallie au général de Gaulle, qui, en récompense, nomme Éboué le 12 novembre 1940 gouverneur-général de l'Afrique équatoriale française.

Éboué meurt au Caire le 17 mai 1944. Il est le seul noir qui obtint, en 1949, l'honneur posthume d'être enterré au Panthéon, à Paris.



AEF, 1955, P.A. n° 61



Tchad, 1971, P.A. n° 97



Tchad, 2000, n° 1234



Congo, 1974, n°s 366/367
Félix Éboué

5) Le Cameroun

Les premiers Européens à débarquer le long des côtes de l'actuel Cameroun sont les Portugais, dans la deuxième partie du XV^e siècle. En 1472, lorsque les caravelles du navigateur Fernão do Pó remontent l'estuaire du Wouri, les marins sont tellement étonnés d'y voir nager des milliers de crevettes, qu'ils baptisèrent le fleuve "Rio dos Camaroes", la rivière des crevettes. Camaroes a subi au cours des siècles plusieurs transformations, pour devenir aujourd'hui Cameroun.



*Saint-Thomas & Prince, 1952, n° 362
Fernão do Pó*

Mais il faut attendre le XVII^e siècle pour voir se développer les premiers comptoirs commerciaux le long de la côte. Initialement, ce sont les Anglais qui nouent de bonnes relations avec les chefs tribaux, et qui reçoivent en 1837 les premières concessions territoriales au nord du fleuve Wouri.

Mais la véritable colonisation du Cameroun est l'oeuvre des Allemands. La présence allemande est due à l'acharnement du grand explorateur Gustav Nachtigal (1834-1885), qui, à la demande de son gouvernement, délimite en 1884 une grande zone d'influence allemande en Afrique occidentale, allant de la côte jusqu'au lac Tchad.



Allemagne, 1934, n° 500



*Tchad, 1969, P.A. n° 54
Gustav Nachtigal*



Tchad, 2000, n° 1226

La mission allemande débarque dans l'estuaire du Wouri, et fonde la ville portuaire de Douala. Remontant à l'intérieur des terres, les Allemands progressent jusqu'au lac Tchad, dans le nord-est du pays. Ils obtiennent de la France le contrôle sur la zone du sud-est, s'étalant jusqu'au Congo.

Placé sous protectorat allemand, le Cameroun est dominé par les grandes compagnies allemandes d'exploitation agricole et commerciale. L'essor économique est important, avec la création du port de Douala et la construction de routes, d'écoles et d'hôpitaux, mais le prix à payer est élevé : travail obligatoire, châtiments corporels, répression, etc.

Jusqu'à la première guerre mondiale, ce sont les timbres coloniaux allemands qui sont employés au Cameroun.



Cameroon, timbres émis entre 1897 et 1914 par les autorités allemandes

Au début de la première guerre mondiale, une expédition navale franco-britannique s’empare de Douala dès le 27 septembre 1914. Au nord, les forces françaises du Tchad et un régiment anglais du Nigéria assiègent Garua, sur le fleuve Benue. La ville tombe le 10 juin 1915, et au milieu de 1915, la conquête du nord du pays est terminée. Au sud et à l’est, un contingent belge venu du Congo rejoint les troupes françaises de l’Afrique équatoriale française. Les Allemands, à peine deux milliers d’hommes en comptant les auxiliaires autochtones, se replient sur Yaoundé, au coeur des terres. Cernés de toutes parts, ils font retraite vers le Río Muni, en Guinée espagnole, une petite enclave entre le Cameroun et le Gabon, où ils sont internés. D’autres petites poches de résistance se rendent, et les opérations militaires sont toutes terminées le 18 février 1916.

Entretemps, juste après la déclaration de guerre, les forces navales britanniques avaient capturé un vapeur allemand, le “*Professor Woermann*”, et dans la cargaison, les Britanniques saisissent tout un stock de timbres et d’entiers postaux destinés à assurer le renouvellement des valeurs en service dans la colonie allemande. Les neuf valeurs en pfennig et les quatre valeurs en mark, représentant le yacht impérial “*Hohenzollern*”, sont surchargés “C.E.F.” (Cameroons Expeditionary Force), et reçoivent une nouvelle valeur faciale en monnaie anglaise.



1915, Occupation britannique : surcharge “C.E.F.” et nouvelle valeur

Bien que la conquête ne soit pas encore achevée à la fin de 1915, la majorité des troupes britanniques est retirée du Cameroun, et l’autorité administrative en est laissée à la France. Pour remédier à la pénurie de timbres, on décide l’utilisation des timbres de la colonie voisine, le Gabon, sur lesquels on appose une surcharge : “Corps Expéditionnaire / Franco-Anglais / CAMEROUN”. Réalisée à Libreville sur une vieille presse appartenant à une mission religieuse, la surcharge, qui comporte trois lignes, n’est pas de grande qualité, tant pour l’état que pour l’impression. Le bureau français de Douala est ouvert le 15 novembre 1915.



1915, Timbres du Gabon avec la surcharge "Corps Expéditionnaire / Franco-Anglais / Cameroun"

Le 1^{er} avril 1916, Le Cameroun est officiellement partagé en deux zones. Les Anglais récupèrent une bande de 800 km le long de la frontière du Nigéria, ainsi qu'une petite zone près du lac Tchad. Les Français s'approprient tout le reste, soit un territoire neuf fois plus étendu. Pendant que les Britanniques mettent en service dans leur zone des timbres du Nigéria, les Français surchargent en mai 1916 des timbres du Congo. Dix-sept valeurs de la série "Chassepot" du Congo sont ainsi surchargées à Brazzaville, avec la mention "Occupation / Française / du Cameroun".



1916, Timbres du Congo français avec la surcharge "Occupation / Française / du Cameroun"

Une troisième série d'occupation sera réalisée à Paris. Elle comporte également dix-sept valeurs, et est émise en 1916 et 1917. La surcharge employée, sur des timbres du Moyen-Congo, est "CAMEROUN / Occupation / Française".



1916, Timbres du Moyen-Congo français avec la surcharge "Cameroun / Occupation / Française"

En 1919, la Société des Nations confirme les zones d'occupation, et donne à la Grande-Bretagne et à la France un mandat officiel sur ces territoires. La partie sous mandat anglais est incorporée à la colonie britannique du Nigéria. Pour la partie française, une quatrième et dernière série surchargée paraît le 15 juillet 1921. Ce sont toujours les mêmes timbres du Moyen-Congo qui sont employés, mais comme il ne s'agit plus d'une occupation, ce terme disparaît de la surcharge, qui ne comporte plus que le mot "CAMEROUN".



1921, Timbres du Moyen-Congo français avec la surcharge "CAMEROUN"

Le Cameroun va émettre ses propres timbres, avec la mention "CAMEROUN", à partir de 1925.

Pendant la deuxième guerre mondiale, le Cameroun choisit le côté de la Résistance, et adhère aux Forces Françaises Libres sous le nom de Cameroun Français Libre. La moindre suspicion de sympathie pour l'ancien colonisateur allemand est sévèrement réprimée et les exécutions sont nombreuses.

Après la deuxième guerre mondiale, les Nations-Unies remplacent la Société des Nations, et le Cameroun est placé sous leur tutelle. Le mandat en est attribué à la France.

II. L'A.E.F.

C'est en 1910 qu'est officiellement créée une nouvelle entité, *l'Afrique équatoriale française*, qui regroupe initialement les colonies du Congo français, du Gabon, de l'Oubangui-Chari et du Tchad.

La capitale de l'AOF est Brazzaville. Chaque colonie est placée sous l'autorité d'un lieutenant-gouverneur, responsable devant le gouverneur-général de Brazzaville.

Je ne reviendrai pas ici sur les différents découpages qui ont eu lieu jusqu'en 1922 : ils ont déjà été abordés dans le premier chapitre, où chaque colonie a été traitée à part, ainsi que les timbres de chaque colonie émis avant 1936.

À partir de 1936, des timbres communs, avec la légende "Afrique Équatoriale Française" remplacent les timbres de chacune des quatre colonies. Ce sont initialement des timbres du Moyen-Congo et du Gabon surchargés "Afrique Équatoriale Française". À partir de 1937, des timbres d'usage courant sont émis, montrant soit des scènes locales, soit l'effigie de grands noms de la colonisation française en AEF (Braza, Crampel, Gentil, Liotard). Ces timbres ont déjà été montrés au chapitre précédent.



1936, Timbres du Moyen-Congo français avec la surcharge "Afrique Équatoriale Française"



1936, Timbres du Gabon avec la surcharge "Afrique Équatoriale Française"

Mais la philatélie de l'AEF se caractérise surtout par le nombre important de grandes séries coloniales, émises entre 1931 et 1944 dans toutes les possessions françaises du monde entier, donc aussi en Afrique équatoriale. Nous allons survoler ces séries, pour la plupart formées de très beaux timbres, identiques dans toutes les colonies.

1) L'exposition coloniale de Paris (1931, les quatre colonies de l'AEF + Cameroun). C'est la seule série à avoir été émise séparément dans les quatre composantes de l'AEF.



Timbres de l'exposition coloniale de Paris (1931)

2) L'exposition internationale de Paris (1937, AEF et Cameroun)



*Timbres de l'exposition internationale de Paris (1937)
Dans toutes les colonies, chaque série est accompagnée d'un bloc*

3) Pierre et Marie Curie (1938, AEF et Cameroun).



Timbre de Pierre et Marie Curie (1938)

4) Exposition internationale de New York (1939, AEF et Cameroun).



Timbres de l'exposition internationale de New York (1939)

5) 150° anniversaire de la Révolution française (1939, AEF et Cameroun)



Timbres du 150° anniversaire de la Révolution française (1939)

Pendant la deuxième guerre mondiale, le régime du maréchal Pétain à Vichy a encore fait émettre cinq grandes séries coloniales entre 1941 et 1944. La toute grande majorité de ces timbres, émis en France, n'a jamais quitté le sol français, et extrêmement rares sont les timbres qui sont parvenus dans les colonies, dont la plupart s'étaient progressivement ralliées à la France Libre. Ces timbres n'existent donc pratiquement pas oblitérés sur du courrier ayant réellement voyagé. Ces émissions ne sont rien de plus qu'un effort désespéré de propagande de Vichy, pour donner l'impression que l'entièreté du monde colonial français restait fidèle à Pétain.

Ces cinq séries sont :

- Défense de l'Empire (1941)
- Secours national (1941, série seulement émise pour l'AOF et le Togo)
- Maréchal Pétain (1941)
- Protection de l'enfance - Quinzaine impériale (1942)
- Œuvres coloniales (1944)



Timbres de la série "Défense de l'Empire" (1941)



Timbres de la série “Maréchal Pétain” (1941)



Timbres de la série “Protection de l'enfance – Quinzaine impériale” (1942)



Timbres de la série “Œuvres coloniales” (1944)

Dès le ralliement de la grande majorité des colonies françaises, deux nouvelles grandes séries coloniales ont été émises, non plus par le régime agonisant de Vichy, mais par la France Libre : ce sont les séries “Entraide française”, avec l’effigie de Marianne (1944), et la série consacrée à Félix Éboué, le gouverneur général du Tchad, qui fut le premier à se rallier au général de Gaulle, dès le 26 août 1940 (1945).



AEF, 1944, n° 197



Cameroun 1944, n° 265

Timbres de la série coloniale "Entraide française" (1944)



AEF, 1945, n°s 206 & 207



Cameroun, 1945, n°s 274 & 275

Timbre de la série coloniale "Félix Éboué" (1945)

Après la guerre, la France se rend rapidement compte que l'époque coloniale appartient définitivement au passé, et commence à organiser l'émancipation progressive de ses possessions d'outre-mer.

C'est dans cet esprit que se tient la conférence de Brazzaville, du 30 janvier au 8 février 1944, en présence du Général de Gaulle. La guerre commence à évoluer favorablement pour les Alliés, et de Gaulle, après le ralliement de l'AEF à la France Libre, tient à définir clairement l'avenir pour ces colonies.



Congo, 1966, P.A. n° 38



Congo, 1974, n° 355

22e et 30e anniversaire de la conférence de Brazzaville de 1944



Gabon, 1974, P.A. n° 145

De grandes réformes sociales et économiques sont promises aux colonies, mais il n'est absolument pas question d'indépendance ni même d'autonomie. Il est seulement question d'une véritable assimilation à la France. Un historien a résumé le résultat de cette conférence en une phrase : les Africains français deviennent des Français africains.

Le 25 avril 1946, la loi Lamine Guèye est votée, qui fait de tous les ressortissants des territoires d'outre-mer des citoyens français à part entière.

La même année, le FIDES est institué (fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer) qui permet de donner des crédits peu coûteux aux ex-colonies. Ce FIDES est en 1956, pour son dixième anniversaire, l'objet d'une nouvelle grande série coloniale. Ce sera la dernière avant l'indépendance des colonies. L'AEF émet quatre timbres dans cette série, représentant chaque fois une réalisation locale grâce au programme FIDES. Le Cameroun émet également quatre timbres.



Oubangui-Chari



Tchad



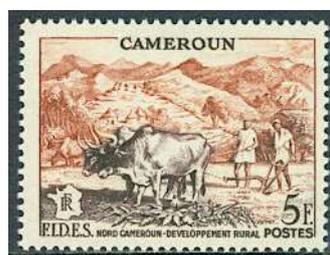
Moyen-Congo



Gabon

AEF, 1956, n°s 232/235

10^e anniversaire du FIDES. Développement réalisé dans chaque colonie de l'AEF grâce au FIDES



Cameroun, 1956, n°s 300/303

10^e anniversaire du FIDES. Développement réalisé au Cameroun grâce au FIDES

Et toujours en 1946, le 27 octobre, en même temps qu'est créée la Quatrième République, la France réorganise son empire colonial en créant l'*Union française*. C'est une association entre la France elle-même, les départements d'outre-mer (comme la Guadeloupe et la Réunion), les anciennes colonies, les territoires des Nations-Unies sous mandat français (comme le Togo) et les États associés, comme le Cambodge et le Laos. Tous les ressortissants de cette Union française possèdent automatiquement le statut de citoyen français.

Cette Union s'avère cependant rapidement un échec : les guerres d'Indochine et d'Algérie démontrent clairement la différence entre la théorie et la pratique. Le Maroc et la Tunisie ont toujours refusé d'adhérer, et quand plusieurs pays quittent l'Union, comme le Cambodge en 1955 et le Laos en 1957, elle perd sa raison d'exister. Lorsque la Cinquième République est instaurée par de Gaulle à Paris en 1958, elle est remplacée par la *Communauté française*.

Cette Nouvelle *Communauté française* fait en 1958 par décret des quatre colonies de l'AEF des "Républiques autonomes" Il s'agit de :

- Le Congo. Premier ministre Fulbert Youlou.
- La République centrafricaine (nouveau nom de l'Oubangui-Chari). Premier ministre Barthélemy Boganda.
- Le Tchad. Premier ministre François Tombalbaye.
- Le Gabon. Premier ministre Léon Mba.

Les quatre ex-colonies émettent maintenant leurs propres timbres-poste, commémorant leur accession au stade de "République autonome".



Congo, 1959, n° 135



*République centrafricaine, 1959, n°s 1/2
Barthélemy Boganda*



*Gabon, 1959, n°s 147/148
Léon Mba*



*Timbres émis par les quatre ex-colonies pour commémorer leur autonomie ,
mais toujours dans le sein de la Communauté française.*



Tchad, 1959, n°s 60/61



Le Cameroun, bien que ne faisant officiellement pas partie de la Communauté française, suit exactement le même chemin, et reçoit à partir de 1956 une autonomie de plus en plus large, avec Ahmadou Ahidjo comme premier ministre.

On est encore loin de l'indépendance, car la politique étrangère, la défense et les finances restent entre les mains de Paris.

Dans cette *Communauté française*, les anciennes colonies reçoivent une bien plus grande autonomie, mais elle non plus n'aura pas une longue existence, car rapidement, ces anciennes colonies ne s'accrochent plus d'une large autonomie et demandent l'indépendance totale.

C'est dans ce but que les chefs d'État de ces pays se rencontrent en 1959. Un projet est lancé pour former en 1960 une fédération, *l'Union des républiques d'Afrique centrale* (URAC). Seules trois républiques (Le Congo, la République centrafricaine et le Tchad) y adhèrent le 17 mai 1960, mais cette fédération s'avère rapidement mort-née après l'indépendance complète des ex-colonies en 1960.



Congo, 1964, P.A. n° 19



République centrafricaine, 1964, P.A. n° 27



Gabon, 1964, P.A. n° 22



Tchad, 1964, P.A. n° 16

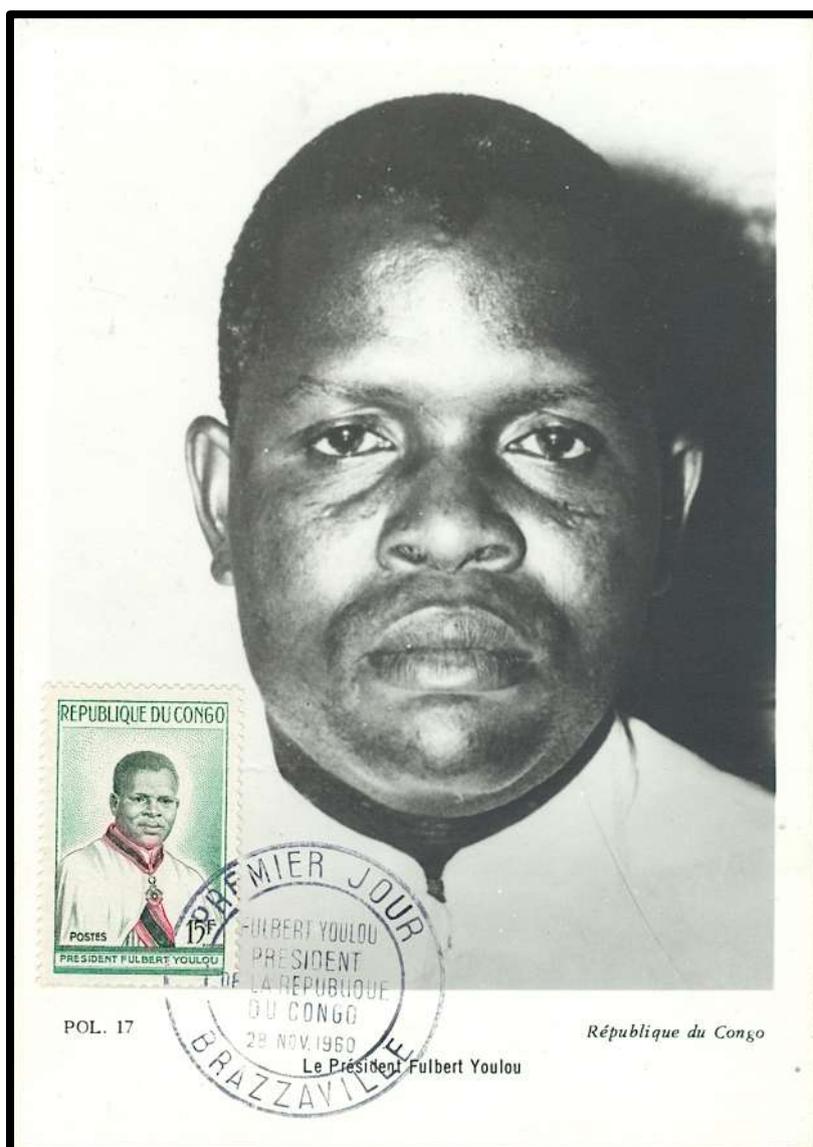
Cinquième anniversaire de la réunion des chefs d'État des nouvelles républiques autonomes de l'AEF. Les effigies représentées sont celles des présidents Tombalbaye (Tchad), Dacko (République centrafricaine), Mba (Gabon) et d'Alphonse Massamba-Debat, représentant le président Fulbert Youlou (Congo).

III. L'indépendance

1) Le Congo

Le Congo accède à l'indépendance le 15 août 1960. Son premier président est l'abbé Fulbert Youlou, qui était déjà le premier ministre dans l'éphémère République autonome de 1958.

Fulbert Youlou commande dès son arrivée au pouvoir deux timbres à son effigie, mais il les refuse quand il constate qu'il y est trop nettement représenté... comme un nègre, avec les traits de son visage trop épais et trop noirs. Deux nouvelles figurines sont émises, affinant les traits et éclaircissant le teint du visage...



*1960, Carte maximum avec le timbre n° 137
Le président Fulbert Youlou*



*Congo, 1960, n°s 136A/136B
Les timbres refusés, non émis*



*Congo, 1960, n°s 137/138
Les timbres acceptés*

Fulbert Youlou mène une politique pro-occidentale, mais la corruption généralisée qui règne partout et le faste dont il s'entoure causent sa perte : il est évincé par un coup d'État qui se déroule du 13 au 15 août 1963. Son successeur est Alphonse Massamba-Debat, qui occupe la présidence jusqu'en 1968. Son régime est plus socialiste, mais une partie de l'armée trouve qu'il ne va pas assez loin dans le socialisme, et Massamba-Debat est à son tour contraint de se retirer le 2 août 1968.



*Congo, 1965-1966, n°s 172/174
Le président Alphonse Massamba-Debat*



Congo, 1966, P.A. n° 41



Congo, 1964, n° 169



Congo, 1971, P.A. n° 138



*Congo, 1988, n°s 831/833
Premier, 3^e et 25^e anniversaire du coup d'État de 1963*

Le capitaine Marien Nguabi devient le 1^{er} janvier 1969 le nouveau président, après une période de transition assez chaotique.



Congo, 1973, P.A. 164/166

Le président Martin Nguabi

Congo, 1989, n° 844A

Nguabi mène une politique marxiste, et le pays devient, de 1970 à 1991, la *République populaire du Congo*. Le slogan “Travail, démocratie, paix” s’entend partout, mais toute opposition est interdite et réprimée. Les tentatives de complots et de coups d’État, entre 1968 et 1977, sont innombrables.



Congo, 1971, n°s 315/317

Le nouveau slogan du Congo : “Travail, démocratie, paix”

La légende sur les timbres est devenue “République populaire du Congo”



Congo, 1975, n°s 381/382

Commémoration de l’installation du régime marxiste-léniniste au Congo

Nguabi est assassiné le 18 mars 1977, et une semaine après, l’ancien président Massamba-Debat est également assassiné.



Congo, 1978, n°s 491/493



*Congo, 1979, n°s 538/539
Premier, deuxième et dixième anniversaire de l'assassinat de Martin Ngouabi*



Congo, 1987, n°s 801/802

Après une longue période de troubles, Denis Sassou-Nguesso accède à la présidence en 1979, et il y restera jusqu'en 1992. Il continue la politique de Ngouabi, mais, devant la situation économique catastrophique, il est contraint fin 1990 d'abandonner le marxisme-léninisme comme idéologie prédominante dans son pays.



*Congo, 1981, n°s 613/615
Le président Denis Sassou-Nguesso*



*Congo, 1982, n° 683
Le président Denis Sassou-Nguesso*

Dans un ultime effort pour se maintenir au pouvoir, Sassou-Nguesso accepte le multipartisme et organise des élections. Il y est largement battu et c'est Pascal Lissouba qui occupe la présidence de 1992 à 1997.



*Congo, 1996, n°s 1033/1034
Le président Pascal Lissouba*

Mais les conflits persistent, malgré les efforts de Lissouba pour redresser l'économie et les finances de son pays. Ces conflits débouchent en 1997 sur une véritable guerre civile, qui permet finalement à Denis Sassou-Nguesso de reprendre la présidence le 25 octobre 1997, une présidence qu'il occupe toujours en 2022. Comme dans de nombreux autres pays d'Afrique, la corruption généralisée et la fraude électorale massive sont la règle plutôt que l'exception.



*Congo, 1987, n°s 790/793
Le président Denis Sassou-Nguesso*

2) Le Gabon

Le 17 août 1960, le Gabon accède à l'indépendance et Léon Mba en devient le premier président. Partisan convaincu d'une étroite collaboration avec la France, il jouit du soutien du général de Gaulle, qui envoie des troupes françaises en août 1964 pour le remettre au pouvoir après un coup d'État.



Gabon, 1965, P.A. n° 39

*Cinquième et 30^e anniversaire de l'indépendance
Le président Léon Mba*



Gabon, 1990, n° 684



*Gabon, 1962, n°s 159/159B
Le président Léon Mba*

Léon Mba meurt le 28 novembre 1967, et son successeur, Omar Bongo, va rester au pouvoir de fin 1967 jusqu'à sa mort le 8 juin 2009.



Gabon, 1980, n° 438

*20^e anniversaire de l'indépendance
Les présidents Léon Mba et Omar Bongo*



Gabon, 1968, n°s 227/228



Gabon, 1987, n° 629



*Gabon, 1985, n°s 592A
Le président Omar Bongo*



Bongo continue la politique d'amitié avec la France, et instaure une véritable dictature : le PDG (Parti démocratique gabonais) est le seul parti politique autorisé, aucune opposition n'est tolérée et aux élections de 1973, 1979 et 1986, il remporte presque 100% des voix, étant seul candidat.

Mais, devant les mauvais résultats économiques, il se voit de plus en plus contesté et en 1990, il est contraint de réinstaurer le multipartisme. Cela fait qu'aux élections présidentielles de 1993, 1998 et 2005, il conserve la présidence, mais avec des scores nettement plus bas, et souvent grâce à une fraude électorale généralisée.

*Gabon, 2008, n°s 1187
Le président Omar Bongo*

Pendant sa longue présidence, le président Omar Bongo s'est scandaleusement enrichi aux dépens du peuple gabonais, et s'il a réussi à se maintenir si longtemps au pouvoir, c'est grâce au soutien inconditionnel que lui ont accordé les présidents français, surtout Chirac et Sarkozy.

Son fils, Ali Bongo, devient le troisième président du Gabon, sortant deux fois de justesse vainqueur d'élections plus que truquées. Ici aussi, l'avenir est plutôt incertain.



Gabon, 2010, n° 1192



*Gabon, 2014, Michel n°s 1716/1717
Le président Ali Bongo*



*Gabon, 2010, n° 1193
Les trois présidents du Gabon de 1960 à 2022 :
Léon Mba, Omar Bongo et Ali Bongo*

3) La République centrafricaine

L'Oubangui-Chari avait déjà pris le nom de République centrafricaine en 1958, et le pays obtient son indépendance complète le 13 août 1960. C'est Barthélemy Boganda, qui avait déjà été le premier ministre en 1958, dans le cadre de la *Communauté française*, qui aurait normalement dû être le premier président, mais il meurt le 29 mars 1959 dans un accident d'avion, dont on ne sait toujours pas si c'est un simple accident ou un attentat.



*Rép. centrafricaine, 1960, n° 12
Indépendance et fête nationale*



*Congo, 1965, P.A. n° 34
Barthélemy Boganda*



*Rép. centrafricaine, 1967, P.A. n° 53
Boganda et Bokassa*

Il est remplacé par David Dacko, qui devient ainsi le premier président de la République centrafricaine. Il est initialement soutenu par la France, mais lorsque Dacko se tourne de plus en plus vers la Chine, Paris se détache de lui, et avance un autre pion : Jean-Bedel Bokassa. Celui-ci renverse Dacko et prend le pouvoir le 31 décembre 1965.



*Rép. centrafricaine, 1962, n°s 22/23
Le président David Dacko*

Bokassa jouit initialement du soutien de la France, malgré son régime dictatorial, une féroce répression de toute opposition et l'absence complète de respect des droits de l'homme. Les timbres à sa gloire sont très nombreux.



1967, n° 79



1969, n° 120



1970, n°s 132/133



Rép. centrafricaine, 1973, n°s 203/211
Le président Jean-Bedel Bokassa

Mais la mégalomanie de Bokassa atteint rapidement un niveau vraiment pathologique. En 1972, il se nomme président à vie, et le 4 décembre 1976, il fait de son pays un empire et s'autoproclame "Sa Majesté impériale Bokassa 1^{er}".



Rép. centrafricaine, 1967, P.A. n° 54



Rép. centrafricaine, 1973, P.A. n°s 122/123



Rép. centrafricaine, 1975, P.A. n°s 132/133

Jean-Bédel Bokassa, de plus en plus décoré comme un véritable arbre de Noël



Rép. centrafricaine, 1978, bloc 22

Le couronnement de "Sa majesté impériale Bokassa 1er"

Le 4 décembre 1977, il se fait officiellement couronner empereur. Le sacre, dont le coût s'élève à 20 millions de dollars, est d'un faste extravagant et ridicule qui provoque la désapprobation générale et qui est raillé dans la presse du monde entier, qui parle de "carnaval équatorial". Mais le côté hilarant est atténué par la misère dans laquelle vit la population centrafricaine.



*Rép. centrafricaine, 1978, n°s 324/327 & P.A. n°s 184/185 & 186
L'empereur Bokassa 1^{er}...*

Tous les timbres de la République centrafricaine encore en stock sont surchargés *Empire centrafricain*, et de 1977 à 1979, la légende sur les timbres devient elle aussi *Empire centrafricain*.



1977, Sur tous les timbres en stock dans les bureaux de poste, la légende "République centrafricaine" est biffée et remplacée par la légende "Empire centrafricain"

Lorsque l'empereur Bokassa I^{er} se rapproche de plus en plus du leader libyen Kadhafi, la France le laisse définitivement tomber, et il est renversé le 20 septembre 1979. David Dacko, qui avait déjà occupé la présidence de 1960 à 1965, revient au pouvoir, et devient à nouveau le président de la République centrafricaine, de 1979 à 1981.

Dacko est à son tour renversé par un coup d'État le 1^{er} septembre 1981, et remplacé par André Kolingba.

André Kolingba installe une dictature militaire et fait ce que ses prédécesseurs - et malheureusement bon nombre de chefs d'État d'autres pays africains - ont fait :

- Il supprime le multipartisme.
- Il modifie la constitution pour se faire réélire sans problèmes.
- En 1986, il se fait nommer président à vie.



Rép. centrafricaine, 1983, n°s 571/572

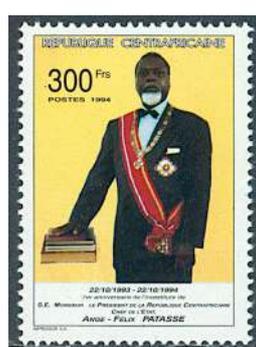


Le président André Kolingba



Rép. centrafricaine, 1992, n° 860

Et, comme dans tant d'autres pays africains, le marasme économique et la misère l'obligent à réinstaurer le multipartisme en 1991 et à organiser des élections présidentielles en 1993, qui sont gagnées par Ange-Félix Patassé. Kolingba fera encore plusieurs tentatives de coup d'État pour essayer de revenir au pouvoir, sans succès.



Rép. centrafricaine, 1994, n°s 1002/1004

Le président Ange-Félix Patassé

C'est pour la République centrafricaine le début d'une ère d'instabilité, de conflits, de tentatives de coups d'État, et de véritables guerres civiles.

Patassé est renversé le 15 mars 2003 par François Bozizé, qui va occuper la présidence pendant dix ans, de 2003 à 2013. Il est renversé à son tour le 24 mars 2013. Le pays connaît la misère la plus totale, et vit dans un climat d'affrontements sanglants entre diverses ethnies et factions.

Une première guerre civile se déroule de 2004 à 2007, une deuxième de 2012 à 2013 et une troisième de 2013 à 2014. Depuis 2013 l'anarchie est totale. La plus grande partie du territoire centrafricain est contrôlé par des groupes armés, et les massacres des populations civiles sont courants. À moins d'un redressement spectaculaire et miraculeux, l'avenir est noir pour le pays.



*Rép. centrafricaine, 2006, n°s 1883/1896
Le président François Bozizé*

4) Le Tchad

Le 11 août 1960, le Tchad devient à son tour entièrement indépendant, avec François Tombalbaye comme premier président.

Tombalbaye souhaite de bonnes relations avec la France, mais il est confronté dès 1965 à une guerre civile, qui va durer 25 ans. La cause en est la domination exercée par les ethnies du sud, animistes ou catholiques, dont Tombalbaye est issu, sur les ethnies islamisées du nord et du centre.



Tchad, 1963, n°s 84/85



Tchad, 1970, n° 221



*Tchad, 1972, n°s 253/254 & P.A. n°s 115/116
Le président François Tombalbaye*

Le mouvement politique qui regroupe les ethnies rebelles se regroupent en 1966 dans le FROLINAT (Front de libération nationale du Tchad). Le Frolinat reçoit le soutien de la Libye, tandis que Tombalbaye doit faire appel à l'armée française pour se maintenir au pouvoir.

Tombalbaye trouve la mort le 13 avril 1975 dans un coup d'État, qui est suivi par une période de complète anarchie, à cause des conflits sanglants entre les différents dirigeants. Des timbres sont émis en 1976 pour commémorer la "réconciliation nationale", mais le pays baigne dans une guerre civile incessante. Une tentative de gouvernement d'union nationale échoue en 1979, et finalement, Hissène Habré accède au pouvoir en s'emparant de N'Djaména en 1982.



*Tchad, 1976, n°s 316/318
Premier anniversaire du coup d'État du 13 avril 1975*



*Tchad, 1976, n°s 313/315
La "réconciliation nationale"...*

Hissène Habré va gouverner le Tchad de 1982 à 1990 en véritable tyran. Le multipartisme est supprimé, et la moindre opposition est sévèrement réprimée. Les droits de l'homme sont systématiquement violés, la moindre rébellion est écrasée dans le sang. Il jouit cependant d'une aide logistique, financière et militaire de la France et des États-Unis, parce que, jusqu'en 1987, il fait la guerre contre leur ennemi commun, le leader libyen Kadhafi.



*Tchad, 1984, n° 436
Hissène Habré*



Tchad, 1984, n°s 430/433



Tchad, 1984, n° 455



Tchad, 1985, n°s 490/491

Hissène Habré

Habré, lâché d'abord par la France, plus tard par les États-Unis, est à son tour renversé le 1^{er} décembre 1990 par un coup d'État.

Il se réfugie au Sénégal, mais en 2006, l'Union africaine entame des poursuites judiciaires contre lui, pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre et actes de torture. Il est finalement condamné en 2015 à la prison à perpétuité, et il meurt en prison au Sénégal le 24 août 2021.

Le successeur de Hissène Habré est Idriss Déby, qui va gouverner le Tchad pendant 30 ans et lui donner une relative stabilité. Il meurt le 20 avril 2021, des suites de ses blessures encourues dans des combats contre des opposants venus de Libye. Son fils, Mahamat Idriss Déby, est placé à la tête d'un Conseil militaire de transition.



*Tchad, 2004, n°s 1519/1522
Le président Idriss Déby*

5) Le Cameroun

Officiellement, le Cameroun ne faisait pas partie de l'AEF. C'était un territoire sous mandat des Nations-Unies. Dès 1945, les Nations-Unies confirment la tutelle accordée à et exercée par la France sur le Cameroun, avec mission de favoriser l'évolution du pays vers l'indépendance. Le pays reçoit une semi-autonomie fin 1956, et une administration autonome en 1958.

L'indépendance totale, mettant fin à la tutelle de la France, est proclamée le 1^{er} janvier 1960, et Ahmadou Ahidjo est élu président de la République du Cameroun.



*Cameroun, 1960, n°s 310/311
Indépendance. Le président Ahmadou Ahidjo*



*Cameroun, 1965, n°s 405/408
Réélection du président Ahmadou Ahidjo*



*Cameroun, 1967, n° 433
Septième et neuvième anniversaire de l'indépendance. Le président Ahmadou Ahidjo*



Cameroun, 1969, n° 468

Suite à un référendum, la partie septentrionale du Cameroun anglophone, en majorité musulmane, se prononce dans sa grande majorité pour son rattachement au Nigéria, tandis que la partie méridionale vote pour son rattachement au Cameroun français. Le 1^{er} octobre 1961, un état fédéral, groupant l'ancien Cameroun français et la partie méridionale du Cameroun anglais, est créé, sous le nom de *République fédérale du Cameroun*.



Cameroun, 1961, n°s 320/327

Après la réunification, le Cameroun devient la "République fédérale du Cameroun"



Cameroun, 1963, n°s 372/374

Deuxième anniversaire de la réunification

Pendant la période située entre la déclaration d'indépendance du Nigéria (1^{er} octobre 1960) et la constitution de l'état fédéral du Cameroun (1^{er} octobre 1961), la partie du Cameroun anglophone qui devait se prononcer par voie de référendum, le 11 février 1961, soit pour le Nigéria, soit pour le Cameroun, employa des timbres du Nigéria surchargés "Cameroons U.K.T.T." (United Kingdom Trusteeship Territory).



Cameroons U.K.T.T., 1960, n°s 1/12

Timbres du Nigeria surchargés "Cameroons U.K.T.T.", employés du 1^{er} octobre 1960 au 30 septembre 1961 dans la partie du Cameroun où le référendum du 11 février 1961 devait décider de son avenir

Le président Ahidjo décide en 1972 de donner un nouveau nom à son pays, qui devient alors la “République unie du Cameroun”, avant de devenir en 1984 simplement la “République du Cameroun”.



*Cameroun, 1973, n°s 541/542 & P.A. n°s 215/216
Premier anniversaire de la “République unie du Cameroun”. Le président Ahidjo*

Le président Ahidjo va rester au pouvoir jusqu’en 1982. Autoritaire et dictatorial, il ne tolère aucune opposition. Les arrestations et les exécutions sont nombreuses, et s’il parvient à se maintenir si longtemps au pouvoir - il est plusieurs fois réélu dans des élections où il est l’unique candidat - c’est grâce au soutien militaire et logistique de la France.



*Cameroun, 1962, n°s 329/331
Le président Ahmadou Ahidjo et John Ngu Foncha, le premier ministre du Cameroun occidental qui avait choisi de se réunir au Cameroun pour former la “République fédérale du Cameroun”*

Cette série de trois timbres a failli causer un grave incident diplomatique : lors d’une réception au palais présidentiel de Yaoundé, l’ambassadeur des États-Unis félicita le président Ahidjo pour ces timbres, où il figurait en compagnie de... madame Ahidjo. Or, il ne s’agissait pas de madame Ahidjo, mais de John Ngu Foncha, premier ministre du Cameroun occidental, paré et coiffé à l’africaine, ce qui lui donnait un aspect féminin sur les timbres. Le président Ahidjo, furieux, ordonna la retraite immédiate de ces timbres, ce qui fait que leur côte actuelle est plutôt élevée...

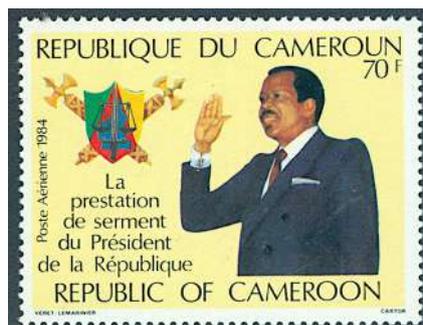
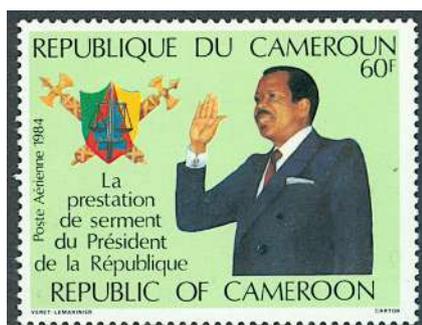


Cameroon, 1982, n° 687

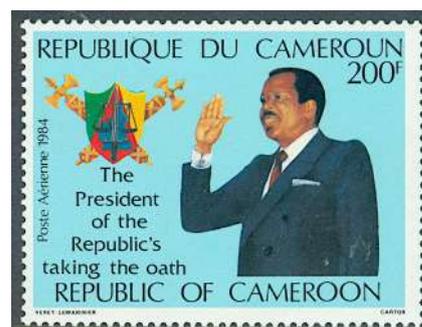
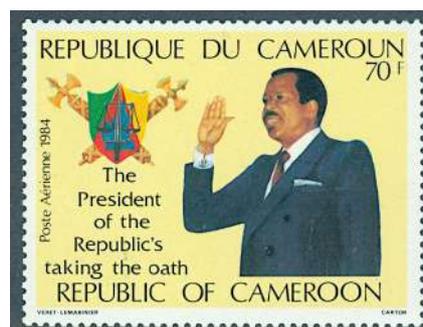
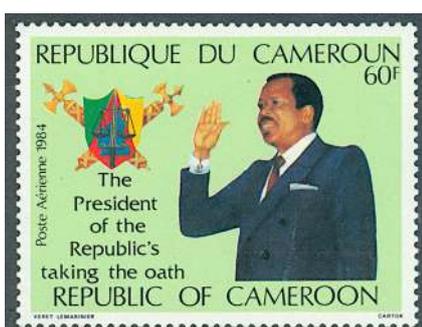
Dixième anniversaire de la "République unie du Cameroun". Le président Ahidjo

Le 4 novembre 1982, Ahidjo présente sa démission, et il cède la présidence à son premier ministre Paul Biya. Ahidjo va rapidement regretter sa décision, et essaiera plusieurs fois de reprendre le pouvoir. Ces vaines tentatives se soldent par une action en justice, où il est condamné à mort par contumace. Ahidjo meurt le 30 novembre 1989, à Dakar, au Sénégal.

Paul Biya dirige le Cameroun depuis 1982, et en 2022, il occupe toujours la présidence, ayant été plusieurs fois réélu, soit en tant que candidat unique, soit dans des élections fortement contestées. Malgré une légère libéralisation, son régime reste très autoritaire jusque dans les années 1990, où il est contraint de réintroduire le multipartisme.



Cameroon, 1984, P.A. n°s 332/334



Cameroon, 1984, P.A. n°s 339/341

Prestation de serment du président Biya.

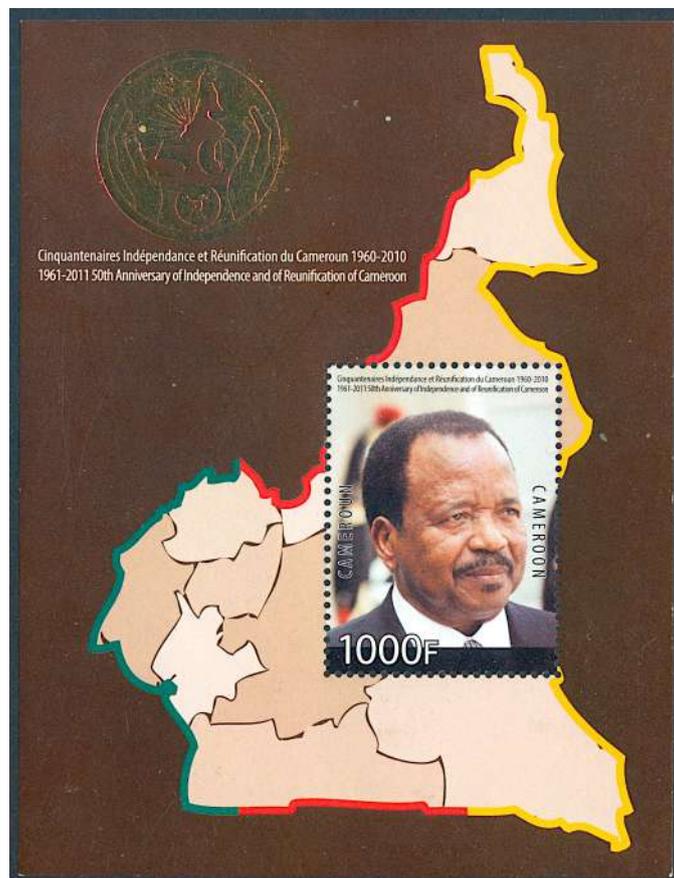
Ces timbres portaient initialement un texte seulement en français. Ils ont été émis deux mois plus tard avec une légende anglaise, suite à la réclamation de la partie anglophone du pays



Cameroun, 1983, n°s 715/716



*Cameroun, 1986, n°s 801/803
Le président Paul Biya*



*Cameroun, 2010, Bloc 36
50^e anniversaire de l'indépendance. Le président Paul Biya*



*Cameroun, 2010, n°s 920/923
50^e anniversaire de l'indépendance. Le président Paul Biya*

Son plus grand souci est la volonté de sécession qui se manifeste de plus en plus dans la partie occidentale anglophone du Cameroun. Cette minorité anglophone réclame l'indépendance, et essaie de la conquérir par les armes, ce qui entraîne une violente répression.

Biya doit sa longévité présidentielle au soutien de la France, qu'il a toujours favorisée. Mais lui aussi fait de plus en plus l'objet de vives critiques pour l'accumulation scandaleuse de ses richesses personnelles et ses énormes dépenses lors de ses déplacements. Ici aussi, l'après-Biya s'annonce incertain...